



Rete dei Comunisti

BULLETIN INTERNATIONAL

==== Novembre 2023



L'offensive du Têt de la résistance palestinienne

9 octobre, Giacomo Marchetti pour Contropiano.org

Le matin du 30 janvier 1968, la résistance vietnamienne a lancé l'offensive du Têt, du nom de la nouvelle année du calendrier lunaire vietnamien.

Il s'agit d'une offensive de grande ampleur et de grande profondeur, la plus importante menée par l'une ou l'autre des parties au conflit depuis le début de celui-ci en 1965, qui a mobilisé quelque 85 000 combattants nord-vietnamiens et vietcongs.

À Saigon, les combattants ont pénétré dans le palais présidentiel et dans l'enceinte de l'ambassade américaine.

Il s'agissait d'un bond en avant par rapport à la guérilla menée jusqu'alors.

Si elle s'est soldée par une défaite tactique sur le plan strictement militaire, c'est une victoire stratégique sur le plan politique, acquise au prix du sacrifice des combattants vietnamiens - quelque 30 000 ont perdu la vie - et elle a eu un impact psychologique irréversible sur l'ennemi et sur les choix qu'il a été amené à faire à partir de ce moment-là.

L'offensive a montré que le Viêt-cong, même après des années de guerre épuisante, était capable non seulement de résister, mais aussi de contre-attaquer et de changer le rapport de force.

La radio de Hanoi avait déclaré que l'objectif de l'offensive était de renverser le gouvernement sud-vietnamien dirigé par Nguyen Van Thuie,

qui avait déclaré la loi martiale sur le territoire qu'il administrait le lendemain de l'offensive.

L'opération ne débouche pas sur l'"insurrection" espérée, mais se termine un peu moins d'un mois plus tard, le 25 février, par l'expulsion de la dernière unité communiste de l'ancienne citadelle impériale de Hué.

Cet événement a eu un fort impact sur l'administration Ford et a choqué le public nord-américain qui avait été convaincu (par les dirigeants politiques et les médias) que le Viêt-cong était sur le point d'être vaincu et que la Résistance était incapable de mener des opérations d'une telle ampleur.

Aux États-Unis, le soutien à l'aventure militaire de Washington diminue en raison des pertes (plus d'un millier de morts et 6 000 blessés parmi les Américains) et de l'appel à un recrutement accru qui s'ensuit (la conscription est

obligatoire), ce qui incite Johnson à ne pas se représenter aux élections.

Ce fut un tournant absolument inattendu dans la dynamique du conflit, ainsi que pour le mouvement anti-guerre aux États-Unis et dans le monde entier.

Il faudra des années pour parvenir aux accords de Paris (janvier 1973), puis à la fin effective de la guerre en avril 1975. Mais le sillon tracé par l'offensive du Têt a permis de faire comprendre au monde entier le message que le président Ho Chi Min avait lancé le 25 décembre 1967 : "il est clair que les Américains ont perdu la guerre". Saigon est alors "libérée" et les images de l'hélicoptère s'envolant du toit de l'ambassade américaine font le tour du monde.

Mutatis mutandis (le Hamas n'est certainement pas comparable au Parti communiste vietna-

mien), avec l'offensive palestinienne du samedi 7 octobre, il est clair qu'Israël a perdu sa guerre et que le séisme politique régional va changer l'équilibre des forces au Moyen-Orient.

Le vainqueur sera le peuple palestinien et toutes les organisations qui composent sa Résistance - ainsi que ses amis et alliés - qui, à l'occasion de l'anniversaire de la guerre du Kippour de 1973, ont décidé une nouvelle fois de briser des barrières qui semblaient infranchissables.

Puis ce fut le franchissement par les troupes égyptiennes de la "ligne Bar-Lev", construite par Israël après la conquête du Sinaï en 1967, aujourd'hui ces structures fortifiées qui faisaient depuis des années de Gaza une immense prison à ciel ouvert et un champ de tir pour les tireurs d'élite et les bombardiers de Tsahal, enfermés dans un blocus que l'hypocrisie de la "communauté internationale" occidentale avait



supprimé.

Israël a été durement frappé par une offensive qui a fait plus de 700 morts, 2 000 blessés, au moins 100 prisonniers, la "reconquête" momentanée de portions de territoire autour de Gaza et des dégâts matériels importants aux structures israéliennes.

C'est sans précédent dans l'histoire de la Résistance de ce peuple.

Cela a produit une blessure qui restera indélébile en Israël et que la soif de vengeance des dirigeants sionistes - l'état de guerre a été déclaré et une attaque contre Gaza est également préparée depuis le sol - ne pourra pas guérir, quelle que soit la réponse impitoyable soutenue par ses alliés occidentaux (principalement les États-Unis, l'Union européenne et l'Ukraine).

Sur la chaîne qatarie Al Jazeera, alors que le présentateur répétait que l'état de guerre avait été déclaré en Israël, un analyste palestinien a répondu : "La Palestine est en état de guerre depuis des décennies".

Et de la résistance, par tous les moyens, sont nés la guerre de libération et le soulèvement populaire.

Samedi, le glas a sonné pour les services de renseignement israéliens et la capacité de réaction de l'armée sioniste. C'est ainsi qu'a été décrétée la fin de la formule politique qui avait amené Netanyahu au pouvoir, marquant effectivement la fin de sa carrière alors qu'il semblait inébranlable face à l'opposition interne.

L'offensive a "galvanisé" la résistance palesti-

nienne en Cisjordanie et dans la diaspora, et a de nouveau polarisé l'opinion publique dans les États arabes, réaffirmant le positionnement de cette direction qui s'est érigée en nouveau "front du refus" de la normalisation avec l'entité sioniste : l'Iran, la Syrie et l'Algérie.

Mais nous sommes à peu près certains que l'offensive palestinienne mettra aussi le feu, au moins en partie, au "jardin" européen pour la partie des classes subalternes d'origine arabe et/ou de confession musulmane qui y voient une opportunité de rédemption contre cet "Occident collectif" qui a été incapable de trouver une solution politico-diplomatique au conflit israélo-palestinien, en acceptant et en soutenant les politiques néocoloniales qui ont "légalisé" l'apartheid israélien, en annulant complètement les accords d'Oslo.

Ce pourrait être l'occasion pour les principaux acteurs du "monde multipolaire" d'agir en tant que médiateurs et de faire avancer une solution diplomatique qui ne soit pas simplement le rétablissement du statu quo, mais qui comprenne la mise en œuvre des résolutions de l'ONU ignorées par Israël et la soi-disant "communauté internationale".

L'offensive palestinienne est en fait une bouffée d'air frais, même pour la gauche de classe et internationaliste, et une leçon de courage indélébile.

Le mur physique et métaphorique autour de la Palestine a été abattu.

Nous pensons définitivement.

4 novembre : la relance du mouvement anti-guerre, aux côtés de la Résistance des Peuples

10 000 personnes ont manifesté à Rome le 4 novembre avec des slogans clairs pour l'arrêt de l'envoi d'armes pour la guerre en Ukraine, la sortie de notre pays de l'OTAN et la réduction des dépenses militaires pour financer les dépenses sociales.

Le désengagement de l'Italie de la guerre que l'Alliance atlantique mène contre la Russie en Ukraine était l'un des principaux nœuds de la plateforme avant que l'opération "déluge d'Al-Aqsa" du 7 octobre et l'escalade sioniste à Gaza et en Cisjordanie ne remettent à l'ordre du jour politique la solidarité avec la résistance arabo-palestinienne et l'opposition au massacre en cours.

La reconnaissance de l'État palestinien, la révocation de l'accord de coopération militaire entre l'Italie et Israël et la nécessité d'un cessez-le-feu immédiat ont enrichi la plate-forme initiale depuis l'assemblée de lancement de la mobilisation nationale du 4 novembre - qui s'est tenue au cinéma Aquila le 8 octobre -, donnant à ses mots d'ordre un caractère anti-impérialiste et internationaliste plus prononcé.

La forte présence palestino-arabe qui a ouvert le cortège, les slogans, les discours depuis le camion en tête de cortège, les discours finaux sur la place San Giovanni des promoteurs de la mobilisation, qui ont appelé à soutenir la Palestine, ont caractérisé la mobilisation, de même que les nombreuses prises de position critiquant clairement l'Alliance atlantique et la politique belliqueuse de l'exécutif actuel au détriment

des classes populaires.

Un pari politique audacieux, né d'une hypothèse de mobilisation lancée dans la deuxième quinzaine de juillet lorsque le Sénat - le 12 juillet - sur proposition de l'ex-Missino Gasparri avait proposé de rétablir le 4 novembre comme jour férié, pour célébrer la Journée de l'unité de la nation et des forces armées.

Un coup d'État qui avait trouvé l'hypothétique opposition silencieuse, étant donné que cette proposition avait été votée par 102 sénateurs et que 28 députés s'étaient abstenus, sans que personne n'ait voté contre.

Il s'agissait d'une opération idéologique aux objectifs multiples : rétablir un vieil outil de la droite patriotique en célébrant la participation de l'Italie à la Première Guerre mondiale, préparer le terrain pour la poursuite du financement des livraisons d'armes à l'Ukraine, remplacer le 25 avril comme date constitutive de notre pays (célébrant la libération du nazisme-fascisme) par celle d'un massacre, présenté comme l'accomplissement du Risorgimento et la réalisation du rêve irrédentiste des cercles réactionnaires.

Un projet qui, s'il n'a pas été combattu par la soi-disant opposition parlementaire, a été rejeté par une mobilisation populaire à Rome le jour où le monde entier est descendu dans la rue pour la Palestine.

Le signal qui nous est parvenu de Rome, comme celui de toutes les places qui, ces dernières

semaines, ont vu des centaines de milliers de personnes manifester dans notre pays aux côtés de la Résistance palestinienne, et la situation dramatique à Gaza et en Cisjordanie, nous appellent à jouer un rôle plus incisif et à demander d'urgence à une Assemblée nationale de lancer une campagne de boycott actif contre Israël et une initiative d'opposition de masse et de désobéissance civile contre la complicité de notre

gouvernement dans la guerre d'extermination contre les Palestiniens.

C'est une nécessité inévitable et urgente que nous défendons en tant que Comité Angelo Baracca.

Comité Angelo Baracca, 4/11/2023



Ceux qui font la guerre à la Palestine ne peuvent pas être laissés en paix

Le vendredi 10 novembre marque sans équivoque un "saut quantique" dans la solidarité avec la résistance palestinienne en ce qui concerne notre pays.

Après les manifestations de ce week-end dans une vingtaine de villes italiennes, les occupations et manifestations dans les universités, les premières occupations dans les lycées, le boycott populaire contre Israël et ses complices - dont notre gouvernement et l'Union européenne - et la désobéissance civile de masse semblent faire leurs premiers pas vers une action concrète et incisive.

A Gênes, dès six heures du matin, l'une des principales entrées du port - celle de San Biondo - a été bloquée avec une garnison près de l'entrée du port, à un carrefour stratégique du trafic des camions, détournés non sans mal vers l'entrée de l'Éthiopie, ce qui a perturbé le flux normal des camions.

Quelques centaines de manifestants sont ensuite partis en milieu de matinée pour un cortège qui a rejoint le siège de ZIM - la compagnie maritime israélienne ZIM Integrate Shopping Ltd. - l'une des vingt premières compagnies maritimes au monde, cotée à la bourse de New York en janvier 2021, avec le soutien de Citigroup, Goldman Sachs et Barclays ; un groupe qui, en mars de la même année, a déclaré les plus gros bénéficiaires de ses 75 ans d'histoire, grâce notamment au trafic d'armes à destination de l'État sioniste.

Un géant de la mer battant pavillon israélien avec plusieurs bureaux en Italie, un acteur majeur du système maritime-portuaire méditerranéen, dont l'activité (comme celle d'entreprises similaires) s'exerce dans une relative "opacité" grâce à la complicité des différentes autorités nationales qui surveillent le trafic maritime.

Le cortège, après s'être arrêté devant le siège de la ZIM - protégé par des forces de police en tenue anti-émeute devant l'entrée - est reparti en direction de la garnison, rejoignant ceux qui avaient maintenu le blocus actif, marquant ainsi leur présence jusqu'à midi.

C'est une journée de lutte qui a marqué les esprits et qui a trouvé un certain écho médiatique dès son annonce, compte tenu du fait qu'elle s'inscrit dans une série d'actions mondiales contre le trafic d'armes vers Israël, contre l'appareil militaro-industriel qui travaille pour l'État sioniste et l'industrie de la recherche sur la guerre qui collabore avec Tel Aviv.

Un gigantesque drapeau palestinien a été peint sur l'asphalte près du barrage, avec les mots "Stop Wars" et "Free Palestine" en anglais et en arabe, tandis que devant le siège de l'entreprise israélienne aspergé de peinture rouge a été écrit sur la chaussée "Stop the Weapons Traffic. Israël meurtrier".

De nombreuses interventions se sont succédé dès le début de la matinée dans le présidium convoqué par la CALP, qui a réussi à rassembler tout l'éventail du militantisme syndical-politique

de la ville et a attiré de nombreux camarades venus de l'extérieur de La Superba.

La porte-parole nationale de Potere al Popolo, Marta Collot, est intervenue et a rappelé, en parlant de la manifestation du 4 novembre à Rome, l'appel qui en est sorti pour "construire le 19 novembre à Rome une grande assemblée à laquelle vous êtes tous invités à participer pour construire un boycott des crimes israéliens, pour construire un boycott large et populaire de ce qu'Israël fait en Palestine, pour faire en sorte que le peuple palestinien ne soit pas seul, et pour apporter notre contribution non seulement en remplissant les places, mais aussi en construisant avec des moments comme aujourd'hui - et nous espérons qu'ils seront de plus en plus étendus - de lutte et de soutien concret à la cause du peuple palestinien qui parle à chacun d'entre nous".

Collot faisait référence à l'appel lancé par le Comité Angelo Baracca, promoteur de la manifestation nationale du 4 novembre, qui a convoqué une assemblée pour le dimanche 19 novembre à 10h30 à l'Intifada à Rome "pour relancer l'importance du boycott et des sanctions contre l'État sioniste".

Un étudiant de l'Alternative étudiante a rappelé "le silence et la complicité de l'Occident qui s'est immédiatement rangé du côté d'Israël", rappelant que celle de CALP est "un exemple de lutte concrète contre le trafic d'armes dans le port de Gênes".

Il a ensuite annoncé qu'ils seront dans les rues de toute l'Italie lors de la journée de mobilisation du 17 novembre avec pour mot d'ordre : "de l'argent pour l'école et pas pour la guerre !",

selon le slogan efficace lancé dans un communiqué commun avec Cambiare Rotta il y a quelques jours.

Une universitaire de Cambiare Rotta a ensuite rappelé comment "c'est à partir d'actions de boycott comme celle-ci que commence l'opposition à la guerre et aux barbaries de l'Occident". Elle a ensuite évoqué les différentes occupations qui se sont développées dans diverses universités "de Naples à Rome" et les différentes pétitions qui "exigent la cessation des accords entre les universités, la chaîne de guerre et l'État illégitime d'Israël". Il a également confirmé la présence des étudiants à l'assemblée nationale de Rome le 19 novembre.

Si la CALP a été le promoteur de cette journée de lutte, répondant à l'appel lancé le 16 octobre par les syndicats palestiniens, l'Union des syndicats de base - ainsi qu'une partie du syndicalisme conflictuel - l'a immédiatement fait sienne. On voit en effet émerger dans le syndicalisme

combatif de Gênes la nécessité d'un moment de lutte dans la ville qui donne aux travailleurs l'occasion d'exprimer leur opposition au massacre palestinien en croisant les bras dans une action appropriée.

En même temps, dans tout le syndicat, est apparue la nécessité d'un moment de confrontation nationale des catégories de travailleurs sur la façon d'agir - en tant que travailleurs - sur l'ensemble du complexe militaro-industriel, de la fabrication à la logistique, et pas seulement dans la zone portuaire.

Comme ce fut le cas le 25 février, un "point de vue ouvrier" doit émerger sur le conflit israélo-arabe en cours, en utilisant les instruments historiques que le mouvement ouvrier a mis en place pour arrêter les guerres, en agrégeant un large domaine de consensus dans une action concrète. Une autre action importante a été le raid sur le bâtiment du Parlement européen à Rome, avec son occupation. La banderole "L'UE complice

d'Israël" y a été déployée et les militants ont remis la liste de plus de 10 000 victimes civiles palestiniennes à Gaza.

Ils ont également exigé une prise de position immédiate en faveur d'un cessez-le-feu, ainsi que "la fin des accords et des financements par le biais de programmes de recherche que l'UE alloue chaque année à l'État colonial d'Israël".

Il est clair que ce vendredi ouvre dans les faits un horizon différent à la possibilité d'exprimer un soutien concret à la Palestine, et nous pensons que l'assemblée du dimanche 19 novembre à Rome peut être un premier cadre partagé, dans une voie qui entremêle la mobilisation de rue avec le boycott actif et la désobéissance civile de masse.

Parce que ceux qui font la guerre au peuple palestinien ne doivent pas être laissés en paix.



Rompre toute complicité entre l'Italie et Israël: le rôle du boycott académique

** Aujourd'hui, en tant que jeunes étudiants universitaires, nous avons participé à l'assemblée nationale à Rome "Briser toute complicité entre l'Italie et Israël".

Ces dernières semaines, nous nous sommes engagés sur les places, dans les ports et avons occupé les universités de toute l'Italie, de Rome à Turin, de Bologne à Gênes, pour condamner la complicité entre le monde universitaire et le génocide en Palestine, ainsi que l'implication plus générale du monde de l'éducation et de la recherche dans les guerres impérialistes.

Lors de l'assemblée d'aujourd'hui, nous avons réitéré la nécessité du boycott académique et les demandes d'interruption immédiate des accords entre le MUR et Israël, formalisés dans les accords depuis 2000, la révocation immédiate des accords avec les universités israéliennes, ainsi que l'interruption de tous les accords qui lient l'université à l'industrie de la guerre, des géants de la production de guerre comme Leonardo spa aux alliances militaires atlantiques comme l'OTAN.

Stoppons à la source la complicité entre le monde de l'éducation et l'apartheid israélien, pour que les universités redeviennent des lieux de pensée différents et des promoteurs de la paix, et non une pièce dans l'œuvre d'extermination ; multiplions et valorisons les initiatives de soutien à la Palestine dans un cadre général et partagé de lutte contre l'apartheid et l'impérialisme !

Vous trouverez ci-dessous le texte de notre contribution à l'assemblée d'aujourd'hui. Avec la

résistance palestinienne jusqu'à la victoire **

Du 7 octobre à aujourd'hui, après près d'un mois et demi de massacres perpétrés contre la population palestinienne de la bande de Gaza et d'ailleurs, le monde occidental continue de maintenir une position de silence-consentement, marmonnant de temps à autre de timides hésitations pendant qu'Israël se livre à un véritable génocide.

Non seulement le gouvernement Meloni, mais aussi tout l'arc des forces parlementaires de notre pays, se rangent du côté du droit inaliénable et incontestable à "l'autodéfense de la seule démocratie du Moyen-Orient", tandis que les journalistes et les médias s'arrachent les cheveux pour trouver de nouvelles justifications idéologiques à l'épuration ethnique de l'État sioniste.

La bande de Gaza, tourmentée par un blocus économique, énergétique et militaire complet imposé par Israël, privée d'électricité, de gaz, de nourriture, d'eau potable et de fournitures médicales, est le camp de concentration le plus surpeuplé de la planète, et depuis un mois et demi, des tonnes de bombes explosives ont été larguées sur cette population composée à 70 % de femmes et d'enfants enfermés dans des cages.

Les plus de 11 000 victimes, dont le nombre ne cesse d'augmenter, dont plus de 4 000 enfants pèsent lourdement sur la conscience occidentale et sur notre gouvernement, qui a du sang

sur les mains. L'impunité dont jouit Israël lorsqu'il viole les droits de l'homme et les principes de la Convention de Genève de 1950 montre à quel point le droit international n'est plus qu'un vieux papier ou une nouvelle arme de chantage entre les mains de l'Occident. Des bombes au phosphore et des bombes à fragmentation sont larguées sur la population civile, mais aussi à la frontière avec le Liban. À Gaza, les hôpitaux, les centres de réfugiés, les écoles de l'ONU, les journalistes, les immeubles d'habitation sont pris pour cible sans distinction, tandis que plus d'un million de citoyens ont été contraints de se déplacer du nord au sud de la bande, dans une nouvelle et terrible Nakba.

Sous nos latitudes, comme nous l'avons déjà vu avec la guerre en Ukraine, les premières armes utilisées sont la censure, la distorsion de l'information et l'utilisation généralisée de la propagande médiatique, la restriction de l'agilité politique et démocratique.

Notre organisation de jeunesse communiste en Italie est engagée, dans les écoles, les universités et les quartiers, en poursuivant plusieurs axes de travail, en donnant avant tout une place centrale au travail d'analyse et de contre-information. À une époque où le récit médiatique est écrasé, le travail d'information s'avère crucial et fructueux pour sensibiliser et mobiliser.

Un autre champ de travail s'effectue dans les universités, en soulevant la question des relations des pôles d'enseignement supérieur avec les universités israéliennes, ce qui nous enrôle de fait aujourd'hui du côté du régime sioniste, de l'OTAN et de l'appareil militaro-industriel eu-

ropéen. Dans l'intégration progressive des appareils de défense et militaires et des entreprises de guerre, la formation des savoirs se façonne également au coup par coup. Le révisionnisme historique auquel nous assistons conduit par exemple à un retour aux gloires guerrières et militaires, quand ce n'est pas directement aux idéaux fascistes et réactionnaires, une pente dangereuse que nous avons contestée le 4 novembre dans la rue.

La tendance générale de la recherche publique à devenir de plus en plus la servante de l'armée passe par des accords de recherche, des brevets, le révisionnisme historique dans les programmes d'études, des pactes de patronage et de collaboration, des incitations et des bourses ciblées, et de moins en moins de développement de l'esprit critique.

Si déjà en général le dégraissage du secteur public a conduit à l'entrée d'entreprises privées dans nos universités, encore plus en tendance cela se produit avec des entreprises qui font partie de la chaîne de guerre et avec des organismes nationaux et supranationaux à fonction militaire, comme le programme de l'OTAN pour la science au service de la paix et de la sécurité, de grands fonds présentés comme des ressources pour le développement scientifique dans les pays membres et partenaires qui cachent le renforcement du contrôle de la recherche stratégique pour des intérêts militaires.

Le savoir et la production de connaissances mis au service de la chaîne de la mort au lieu d'être à la recherche de solutions aux problèmes criants de l'Humanité, comme de notre génération.

De Pise à Gênes, de Milan à Bologne, Bari, Rome... dans de nombreuses universités, les initiatives des étudiants et des professeurs en faveur de la Palestine se multiplient, avec des campagnes de signatures contre les accords, les chefs d'établissement, des pressions sur les recteurs et le ministère des Universités. Comme l'ont montré les occupations de Naples, Padoue, Venise, Rome, Turin, Gênes et Marcerta, le monde des étudiants universitaires se tient aux côtés de la Palestine et demande aux différentes universités et au ministre des Universités non seulement de prendre position contre le génocide en cours, mais aussi pour l'arrêt immédiat de tous les accords entre le monde universitaire et la guerre, contre la complicité de l'éducation et de la recherche avec l'apartheid israélien.

Prenons quelques exemples : Les dizaines d'universités et de centres de recherche israéliens sont pleinement impliqués et intégrés dans l'apartheid et le génocide du peuple palestinien, soit ouvertement par des accords avec l'armée israélienne, soit de façon moins flagrante en occupant avec leurs installations des territoires arrachés aux Palestiniens, et en contribuant ainsi à l'effacement de la mémoire historique et au politicide d'un peuple.

Nombre de ces universités sont situées sur des terres illégalement annexées par Israël aux territoires palestiniens, comme l'Université d'Ariel fondée en 1978, qui "présente une nouvelle perspective du sionisme contemporain et s'efforce de revitaliser les valeurs de la construction de l'État par l'excellence dans la science et la recherche", comme l'indique son site Internet. Ou comment l'université de Tel Aviv est située sur des terres appartenant à Sheikh Muwannis,

un village palestinien dont les habitants ont été expulsés par les milices juives en 1948.

Ou encore qu'il s'agit d'accords qui nous lient des instituts directement impliqués comme le Technion - Israel Institute of Technology dans la ville de Haïfa, à des programmes à des fins militaires dans le système académique national, et se trouve dans un réseau de collaboration avec l'Union européenne. Rien qu'avec Horizon 2020, le Technion a obtenu de l'UE des projets de recherche d'une valeur totale de 89,6 millions d'euros. Il est également affilié à la Conférence des écoles européennes pour l'enseignement et la recherche avancés en ingénierie (CESAER), qui voit 53 universités d'excellence de 24 pays européens + Israël (y compris des universités italiennes) coopérer ensemble dans le domaine technico-scientifique.

Le Technion est internationalement reconnu pour avoir directement contribué à la recherche, à la conception et à la production de certains des systèmes d'armes les plus destructeurs utilisés par les forces armées israéliennes : parmi eux, le bulldozer "D9" télécommandé, utilisé par l'armée pour démolir les maisons palestiniennes ; ou les fibres optiques capables de détecter les tunnels souterrains, qui ont été testées pour la première fois dans la bande de Gaza. Ou encore le système de missiles de défense aérienne 'Iron Dome', employé depuis le bombardement de Gaza à l'été 2014.

Le Technion n'est qu'un exemple parmi d'autres de l'utilisation intensive de l'éducation par Israël dans le cadre de l'occupation en Palestine.

En effet, les centres de recherche facilitent par des avantages économiques et/ou éducatifs les

étudiants appelés à effectuer leur service militaire pendant les opérations de guerre. En plus de collaborer avec des entreprises telles que Elbit Security Systems Ltd. un fabricant de technologies et de drones utilisés dans la surveillance de masse.

Depuis 2000-2001, le MUR italien a conclu des accords de coopération et de recherche dans le domaine universitaire avec Israël pour assurer le développement et l'épanouissement de certains secteurs en particulier, notamment l'ingénierie appliquée et les nouvelles technologies.

En ce qui concerne le lien général entre le monde universitaire et l'industrie de la guerre, l'un des investisseurs les plus inquiétants dans les universités italiennes est le géant italien de la technologie militaire Leonardo spa. L'entreprise finance les universités et les instituts techniques supérieurs de notre pays par le biais d'accords, de stages et de journées de carrière. Avec la création de Leonardo Labs, elle a développé, en coopération avec les centres de recherche universitaires, de nouvelles technologies et des brevets qui seront utilisés dans la production de guerre.

Mais ce ne sont pas les financements du Pentagone américain qui manquent et les accords directs de notre ministère des Universités et de la Recherche avec l'OTAN et le ministère de la Défense, renforçant en fait à travers l'académie le rôle géopolitique de l'Italie et surtout de l'UE à l'échelle mondiale.

En 2021, la Fondation Leonardo Med-Or a été créée dans le but de "promouvoir des activités culturelles, de recherche et de formation scientifique afin de renforcer les liens, les échanges

et les relations internationales entre l'Italie et les pays de la zone méditerranéenne étendue au Sahel, à la Corne de l'Afrique et à la mer Rouge (Med) et le Moyen-Orient et l'Extrême-Orient (Or)". Le président Marco Minniti, ancien ministre de l'Intérieur du gouvernement PD, dont on se souvient surtout du financement des lagères libyens et des mesures répressives des décrets de sécurité, a inclus plusieurs recteurs d'universités italiennes dans le comité scientifique.

Or Thales est l'une des plus grandes entreprises d'armement au monde, produisant des drones militaires, des véhicules blindés, des systèmes de missiles et plus encore. L'un de ses projets est le développement de drones de surveillance réalisé en collaboration avec l'israélien Elbit systems. Thales a vu ses actions augmenter de 60 % depuis l'escalade militaire en Ukraine, une croissance similaire à celle de Leonardo, avec qui elle est partenaire dans l'alliance stratégique Space Alliance, établie en 2005, avec deux co-entreprises aérospatiales : Thales Alenia Space, où l'entreprise française détient 67 % et l'italienne 33 %, et Telespazio où Leonardo détient 67 % et Leonardo 33 %.

Un exemple frappant a été le Fonds européen de défense pour la période 2021-2027, 8 milliards d'euros de fonds alloués par l'Union européenne pour stimuler la recherche militaire à des fins de défense et l'industrie qui y est liée. L'aspect central des recherches et des accords que nous mettons en lumière est que derrière une apparence civile, voire "internationaliste", se cache un projet scientifique visant à renforcer la guerre, avec la recherche dite "à double usage", la recherche militaire sous une apparence civile.

Si nous condamnons les accords de recherche, c'est que notre modèle universitaire ne fait pas la distinction entre recherche de guerre et recherche civile, exploitant ainsi une ambiguïté fondamentale pour financer à toutes fins utiles des projets de guerre.

Il est donc important de rappeler l'impossibilité de coexistence qui existe entre l'idée d'une recherche publique au service de la société et l'industrie de guerre à laquelle contribuent aujourd'hui les universités.

Il est donc nécessaire de poursuivre des voies qui visent à interrompre toute forme de relation avec la guerre et les appareils militaires dans

nos universités, à stopper à la source la complicité entre le monde de l'éducation et l'apartheid israélien, pour des universités qui soient de nouveaux lieux de pensée et des promoteurs de la paix, et non des pièces dans des œuvres d'extermination.

Ce ne sera pas au nom des étudiants que le génocide du peuple palestinien se fera et que les guerres impérialistes occidentales seront financées.

Novembre 2023

PER UNA NUOVA SCUOLA PUBBLICA
Con la Palestina nel cuore!

TORINO H 9.30 P.ZZA XXVIII DICEMBRE
MILANO H 9 P.ZZA CADORNA
GENOVA H 9 P.ZZA CORVETTO
LA SPEZIA H 8.30 P.ZZA GARIBALDI
PISA H 9 P.ZZA GUERRAZZI
MODENA H 15.30 P.ZZA MATTEOTTI
BOLOGNA H 9.30 P.ZZA S.FRANCESCO
RAVENNA H 14.30 CSA SPARTACO
PERUGIA H 8.15 P.ZZA PARTIGIANI
FROSINONE H 15.30 CASA DEL VOLONTARIATO
MONTEROTONDO H 15.30 CASA DEL POPOLO
PASSO CORESE H 8.10 POLO DIDATTICO
BRACCIANO H 16 GIARDINI DEL CASTELLO
ROMA H 9.30 PIRAMIDE
POMEZIA H 14 P.ZZA SAN BENEDETTO DA NORCIA
LATINA H 9.30 P.ZZA DEL POPOLO
NAPOLI H 10 P.ZZA GARIBALDI
BARI H 9 P.ZZA UMBERTO
BRINDISI H 9 P.ZZA CAIROLI

**17/11 IN PIAZZA
IN TUTTA ITALIA**

OSA ★



LA NUOVA ALBA DEI POPOLI AFRICANI E LA RIVOLUZIONE IN OCCIDENTE



GIACOMO MARCHETTI
Rete dei Comunisti

AUGUSTA EPANYA
Dynamique Unitaire Panafricaine

PATRICK KONDE
Unione Sindacale di Base

CHARLES HOAREAU
Association Nationale des Communistes

AMZAT BOUKARI-YABARA
Ligue Panafricaine-Umoja

GANDO DIALLO
Giù le mani dall'Africa

CAMBIARE ROTTA

Rete dei Comunisti

www.retedeicomunisti.net

[facebook/retedeicomunisti](https://facebook.com/retedeicomunisti)

Contropiano

contropiano.org

[facebook/contropiano](https://facebook.com/contropiano)

[instagram/contropiano_org](https://instagram.com/contropiano_org)

Cambiare Rotta

cambiare-rotta.org

[facebook/cambiarerotta.org](https://facebook.com/cambiarerotta.org)

[instagram/cambiarerotta](https://instagram.com/cambiarerotta)

OSA

osa.claims

[facebook/opposizionestudentescaalternativa](https://facebook.com/opposizionestudentescaalternativa)

[instagram/osa.nazionale](https://instagram.com/osa.nazionale)

Contacts



Rete dei Comunisti

WWW.RETEDEICOMUNISTI.NET